

Convention collective départementale
IDCC : 827. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
MÉCANIQUES ET CONNEXES
(Ardennes)
(8 janvier 1976)
(Etendue par arrêté du 3 avril 1978,
Journal officiel du 6 août 1978)

ACCORD DU 11 JUILLET 2011
RELATIF AUX SALAIRES ET AUX PRIMES AU 1^{ER} JANVIER 2011
ET AU 1^{ER} JANVIER 2012
NOR : ASET1151238M
IDCC : 827

Entre :
L'UIMM Ardennes,

D'une part, et
La CFTC ;
La CFDT ;
La CFE-CGC ;
La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Des rémunérations annuelles garanties telles que définies dans les articles de 2 à 7 ci-après, sont fixées pour l'année 2011 pour tout salarié travaillant normalement suivant le barème annexé au présent avenant, établi sur la base de l'horaire légal soit 151,67 heures mensuelles sur 12 mois.

Les rémunérations annuelles garanties arrêtées par le présent accord ne pourront être inférieures au total du Smic de l'année.

Article 2

Pour vérifier si un salarié a effectivement bénéficié de la rémunération annuelle à laquelle il a droit en fonction de sa classification habituelle, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaires qu'il a pu percevoir en 2011, quelles qu'en soient la nature et la périodicité et supportant les cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale, à l'exception :

- de la prime d'ancienneté ;
- de l'ensemble des éléments légaux, réglementaires et contractuels de la rémunération afférente aux heures supplémentaires effectuées au-delà de l'horaire légal ou considéré comme tel par accord d'entreprise ;

- des majorations pour heures de nuit prévues à l'article 23 de la convention collective ;
- de la prime de vacances telle que définie à l'article 35 de la convention collective.

En vertu du principe précédent, sont notamment exclues :

- les sommes constituant un remboursement de frais et ne supportant pas les cotisations de sécurité sociale ;
- les participations découlant de la législation sur l'intéressement.

Article 3

En cas d'absence du salarié pour quelque cause que ce soit durant l'année (maladie, maternité, accident, congé sans solde, mise à pied, etc.) il y aura lieu d'ajouter à ces salaires bruts tels que définis à l'article 2, la rémunération brute fictive base 151,67 heures correspondant à ces absences et d'exclure toutes les sommes éventuellement versées par l'employeur pour indemniser la perte de salaire consécutive à l'absence, telles indemnités de maladie, maternité, chômage partiel, etc.

Article 4

Au cas où la vérification telle que définie aux articles 2 et 3 fait apparaître qu'un salarié n'a pas perçu l'intégralité de la rémunération qui lui est garantie, l'employeur devra verser un complément à due concurrence au plus tard lors de la paie de janvier 2012.

Article. 5

Pour le salarié embauché en cours d'année ou travaillant à temps partiel, le présent avenant s'appliquera au prorata de sa présence dans l'entreprise.

Article 6

Il est recommandé aux entreprises de vérifier en cours d'année si l'application des rémunérations annuelles garanties ne les amène pas à devoir verser des compléments importants de salaires à certains de leurs salariés et à prendre les mesures nécessaires pour que celles-ci, si besoin est, soient étalées durant l'année en cours.

Article 7

Les rémunérations annuelles garanties arrêtées par le présent accord n'ont aucune incidence sur le montant des rémunérations minimales hiérarchiques telles que définies ci-après et des primes d'ancienneté pouvant en découler. Le présent accord ne remettra pas en cause les avantages pouvant exister dans les entreprises et ne pourra être l'objet de baisses des rémunérations mensuelles telles qu'actuellement pratiquées.

Article 8

Les rémunérations minimales hiérarchiques fixées à l'article 9 du présent accord s'appliquent aux ouvriers – administratifs – techniciens et agents de maîtrise occupant les fonctions définies par l'accord national « Classifications » du 21 juillet 1975 et employés dans les entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective du 8 janvier 1976.

Article 9

Les rémunérations minimales hiérarchiques ont pour fonction principale de déterminer les bases sur lesquelles doivent être calculées les primes d'ancienneté.

La valeur du point servant à leurs déterminations est fixée à 4,66 €. Cette valeur du point sera applicable à compter du 1^{er} janvier 2012.

Article 10

Les rémunérations minimales hiérarchiques mensuelles des agents de maîtrise d'atelier calculées par référence à la valeur de point définie à l'article 9 seront majorées de 7 % conformément à l'accord national du 4 juillet 1980.

Article 11

Les rémunérations minimales hiérarchiques mensuelles des ouvriers calculées par référence à la valeur de point définie à l'article 9 ci-dessus seront majorées de 5 % conformément à l'accord national du 4 juillet 1980.

Article 12

La prime de vacances figurant à l'article 35 de la convention collective du 8 janvier 1976 sera décomptée sur la base de 20,66 € par jour de congé principal, soit 620 € pour 30 jours de congés principaux.

Article 13

Les parties signataires conviennent de se rencontrer avant la fin du 1^{er} semestre 2012 pour examiner ensemble les conséquences et l'application de cet accord ainsi que pour ouvrir les négociations de l'année 2012.

Article 14

Après signature du présent accord et notification aux organisations syndicales. Les parties signataires s'engagent à effectuer les démarches nécessaires auprès des pouvoirs publics, de façon conjointe ou unilatérale, afin d'obtenir l'extension de son application.

Le texte du présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère du travail ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Charleville-Mézières, dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8 et D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Charleville-Mézières, le 11 juillet 2011.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème des rémunérations annuelles garanties à compter du 1^{er} janvier 2011

Base : horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	MONTANT
V	3	395	29 433
	3	365	27 383
	2	335	25 277
	1	305	22 942
IV	3	285	20 951
	2	270	19 640
	1	255	18 557
III	3	240	17 535
	2	225	17 020
	1	215	16 870
II	3	190	16 820
	2	180	16 770
	1	170	16 720
I	3	155	16 670
	2	145	16 630
	1	140	16 600

Barème des rémunérations mensuelles minimales hiérarchiques à compter du 1^{er} janvier 2012

Valeur du point : 4,66 €.

Base : horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	BARÈME GÉNÉRAL (adm. et techn.)	OUVRIERS (+ 5 %)	AGENTS DE MAÎTRISE d'atelier (+ 7 %)
V	3	395	1 841		1 970
	3	365	1 701		1 820
	2	335	1 561		1 670
	1	305	1 421		1 521
IV	3	285	1 328	1 395	1 421
	2	270	1 258	1 321	
	1	255	1 188	1 248	1 271

NIV.	ÉCH.	COEF.	BARÈME GÉNÉRAL (adm. et techn.)	OUVRIERS (+ 5 %)	AGENTS DE MAÎTRISE d'atelier (+ 7 %)
III	3	240	1 118	1 174	1 197
	2	225	1 049		
	1	215	1 002	1 052	1 072
II	3	190	885	930	
	2	180	839		
	1	170	792	832	
I	3	155	722	758	
	2	145	676	709	
	1	140	652	685	